

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 82 — 511

27 JANVIER 1982. — Arrêté de l'Exécutif portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980, de réformes institutionnelles notamment les articles 13, 65, 74 et 83;

Vu l'élection des Membres de l'Exécutif par le Conseil Régional Wallon;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité de permettre à l'Exécutif Régional Wallon de fonctionner efficacement le plus rapidement possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur sans délai de ses règles de fonctionnement;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des délégations qu'il accorde, l'Exécutif Régional Wallon délibère collégialement.

L'Exécutif délibère valablement lorsque la majorité de ses membres est présente.

La collégialité doit s'entendre comme le système des décisions prises à la majorité absolue des Ministres, Membres de l'Exécutif.

Nonobstant toute délégation, donnent nécessairement lieu à délibération collégiale :

a) toute décision de nature à faire surgir des divergences au sein de l'Exécutif;

b) tout projet de décision dont un Ministre, Membre de l'Exécutif désire entretenir ses collègues ou sur lequel il désire que l'Exécutif se prononce pour un motif de politique régionale;

c) tout projet dont un Ministre, Membre de l'Exécutif désire être informé préalablement à la décision pour un motif de politique régionale.

D'autre part, tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmis par son auteur aux autres Ministres, Membres de l'Exécutif. Ceux-ci ont le droit, à la séance de l'Exécutif qui suit la réception, d'en demander une délibération. Faute d'une telle évocation, la circulaire peut être diffusée ou publiée.

Art. 2. § 1. L'Exécutif élabore et coordonne :

— la politique de la Région;

— les aspects régionaux des matières nationales ou communautaires.

§ 2. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, l'Exécutif arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès des organes ou organismes cités ci-dessus, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 3. § 1. L'Exécutif approuve le projet de décret contenant le budget de la Région Wallonne.

§ 2. Il exerce pour les dépenses à charge du budget régional les attributions que l'arrêté royal du 5 octobre 1961 donne au Comité des Finances et du Budget.

§ 3. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions contrôle la comptabilité des décisions à portée budgétaire par rapport aux disponibilités du budget.

Au cas où il estime ne pas pouvoir marquer son accord, il soumet le dossier à la plus prochaine séance de l'Exécutif.

Toute décision prise par l'Exécutif implique l'accord ultérieur du Ministre qui a le budget dans ses attributions.

§ 4. Mensuellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements que les ordonnancements, est transmise à chacun des Ministres, Membres de l'Exécutif.

Art. 4. § 1. L'Exécutif délibère de tout projet de décret ou d'arrêté de l'Exécutif ainsi que de toute mesure à caractère réglementaire.

§ 2. Ne donnent cependant pas lieu à délibération de l'Exécutif :

1° les projets d'arrêtés allouant des subventions d'un montant inférieur à dix millions;

2° les projets d'arrêtés allouant les subventions dépassant ce montant lorsqu'elles ont été prévues nommément et avec indication de montant dans l'un des programmes prévu à l'article 5, le tout sans préjudice de l'application de l'article 3, § 2, ci-dessus;

3° l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique relatifs à tout dossier concernant les investissements inférieurs à deux cent millions et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable.

Toutefois, un rapport trimestriel comportant la liste des entreprises et le montant des avantages qui leur sont octroyés en exécution de la législation de l'expansion économique sera communiqué aux Ministres, Membres de l'Exécutif.

§ 3. L'avis de l'Inspection des Finances doit être demandé pour tout dossier concernant des investissements supérieurs à cinquante millions.

Art. 5. Font l'objet de programmes couvrant une ou plusieurs années, à soumettre à l'Exécutif :

a) la répartition du Fonds des Communes et du Fonds Spécial de l'aide sociale;

b) l'utilisation du Fonds d'expansion économique;

c) la rénovation des sites d'activité économique désaffectés;

d) les équipements communaux et intercommunaux, y compris ceux qui ont pour objet l'épuration et les zonings industriels;

e) la rénovation urbaine;

f) la rénovation rurale;

g) le logement;

h) la politique foncière.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions, celle de leurs bénéficiaires et leurs destinations.

L'Exécutif peut établir des programmes dans toute autre matière relevant de sa compétence.

Art. 6. L'Exécutif délibère de toute proposition de création, de décentralisation ou de restructuration des services, organismes et institutions publiques qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement au moyen de subventions ou ayant passé un ou plusieurs contrats avec la Région à charge du budget régional.

Art. 7. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, l'Exécutif est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes nationaux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

Art. 8. Les Ministres, Membres de l'Exécutif ont, dans les matières qui leur sont respectivement attribuées, délégation pour appliquer les lois, décrets, règlements et circulaires ainsi que l'exécution de la politique de la Région.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, Membres de l'Exécutif, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

Art. 9. L'arrêté royal du 27 septembre 1979 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif de la Région Wallonne, modifié par l'arrêté royal du 30 juin 1980, est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 janvier 1982.

Art. 11. Les Ministres, Membres de l'Exécutif sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 janvier 1982.

Les Ministres, Membres de l'Exécutif Régional Wallon,
 (Signé) A. Damseaux (Signé) J.M. Dehousse
 (Signé) Ph. Busquin (Signé) M. Wathelet
 (Signé) V. Feaux (Signé) A. Bertouille,

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 82 — 511

27. JANUAR 1982. — Erlass der Exekutive zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 13, 65, 74 und 83;

Aufgrund der Wahl der Mitglieder der Exekutive durch den Wallonischen Regionalrat;

Aufgrund der koordinierten Gesetze vom 12. Januar 1973 betreffend den Staatsrat, insbesondere des durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeänderten Artikels 3, § 1;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, der Wallonischen Regionalexekutive zu ermöglichen, so bald wie möglich wirksam arbeiten zu können;

In der Erwägung, dass diese Notwendigkeit die sofortige Inkraftsetzung der Regelung ihrer Arbeitsweise voraussetzt;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Unbeschadet der Vollmachten, die sie erteilt, berät die Wallonische Regionalexekutive kollegial.

Der Beschluss der Exekutive ist nur dann gültig, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend ist. Unter Kollegialprinzip versteht man das System der bei absoluter Stimmenmehrheit der Minister, Mitglieder der Exekutive, gefassten Beschlüsse.

Ungeachtet jeglicher Vollmachtenerteilung gibt :

a) jeder Beschluss, durch den Meinungsverschiedenheiten innerhalb der Exekutive entstehen könnten;

b) jeder Entwurf eines Beschlusses, den ein Minister, Mitglied der Exekutive, mit seinen Kollegen besprechen will, oder über den sich auf seinen Wunsch die Exekutive aus einem regionalpolitischen Grund aussprechen soll;

c) jeder Entwurf, über den ein Minister, Mitglied der Exekutive, aus einem regionalpolitischen Grund vor der Beschlussfassung informiert werden möchte.

notwendigerweise Anlass zu einer kollegialen Beratung.

Andererseits wird jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Anweisung allgemeiner Art durch den Verfasser an die anderen Minister, Mitglieder der Exekutive, übermittelt. Letztere haben das Recht, bei der Sitzung der Exekutive, die dem Empfang des Entwurfes folgt, eine Beratung darüber zu beantragen.

Falls dies nicht beantragt wird, kann das Rundschreiben verbreitet oder veröffentlicht werden.

Art. 2. § 1. Die Exekutive arbeitet :

— die Politik der Region;

— die regionalen Aspekte der nationalen oder gemeinschaftlichen Sachgebieten;

aus und koordiniert sie.

§ 2. Nimmt die Region an der Schaffung oder Ausarbeitung einer Politik teil oder ist sie innerhalb der Organe oder Einrichtungen, die damit beauftragt sind, vertreten, so legt die Exekutive die Elemente der Regionalpolitik fest, bezeichnet sie ihre Vertreter bei den obenerwähnten Organen oder Einrichtungen, gibt ihnen jegliche erforderliche Anweisung und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 3. § 1. Die Exekutive billigt den Dekretsentwurf, der den Haushaltsplan der Wallonischen Region enthält.

§ 2. Sie übt bezüglich der Ausgaben zu Lasten des regionalen Haushaltsplanes die Zuständigkeiten aus, die der Königliche Erlass vom 5. Oktober 1961 dem Finanz- und Haushaltsausschuss gewährt.

§ 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Haushaltswesen gehört, überprüft die Buchhaltung der Beschlüsse die sich auf den Haushalt auswirken, im Verhältnis zu den verfügbaren Haushaltsmitteln.

Falls er der Ansicht ist, sein Einverständnis nicht geben zu können, legt er der Exekutive die Akte bei der nächsten Sitzung vor.

Jeglicher von der Exekutive gefasster Beschluss setzt das Nachträgliche Einverständnis des Ministers voraus, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Haushaltswesen gehört.

§ 4. Jeden Monat wird einem jeden der Minister, Mitglieder der Exekutive, eine vollständige Übersicht über den Haushalt sowohl was die Ausgabeverpflichtungen wie auch die Ausgabenanweisungen betrifft, übermittelt.

Art. 4. § 1. Die Exekutive beschliesst über jeden Entwurf eines Dekrets oder Erlasses der Exekutive sowie über jede Massnahme mit Verordnungscharakter.

§ 2. Geben nicht Anlass zu einer Beratung der Exekutive :

1° die Entwürfe von Erlassen zur Gewährung von Subventionen, die zehn Millionen nicht überschreiten;

2° die Entwürfe von Erlassen zur Gewährung von Subventionen, die diesen Betrag überschreiten, wenn sie namentlich und mit Angabe des Betrags in einem der in Artikel 5 vorgesehenen Programme vorgesehen sind, und zwar unbeschadet der Anwendung des obengenannten Artikels 3, § 2;

3° die Gewährung der Vorteile, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Investitionen unter 200 Millionen betrifft und über welche die Finanzaufsichtsbehörde ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

Den Ministern, Mitglieder der Exekutive, wird jedoch ein dreimonatlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Unternehmen und den Betrag der Vorteile enthält, die ihnen in Durchführung der Gesetzgebung bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs gewährt werden.

§ 3. Für jede Akte in bezug auf Investitionen über 50 Millionen wird das Gutachten der Finanzaufsichtsbehörde beantragt.

Art. 5. Sind Gegenstand von Programmen, die ein oder mehrere Jahre umfassen und der Exekutive zu unterbreiten sind :

- a) die Verteilung des Gemeindefonds und Sonderfonds für Sozialhilfe;
- b) die Verwendung des Fonds für Wirtschaftsaufschung;
- c) die Sanierung von stillgelegten Betriebsanlagen;
- d) die gemeindlichen und zwischengemeindlichen Ausstattungen, einschliesslich derjenigen, die die Klärung und die Industriezonen betreffen;
- e) die Städtesanierung;
- f) die ländliche Erneuerung;
- g) das Wohnungswesen;
- h) die Bodenpolitik.

Diese Programme enthalten unter anderem die genaue Angabe des Betrags der Zuschüsse und Subventionen sowie die genaue Angabe der Begünstigten und der Bestimmungen.

Die Exekutive kann in jedem anderen Bereich, der zu ihren Zuständigkeiten gehört, Programme aufstellen.

Art. 6. Die Exekutive beschliesst über jeden Gründungs-, Dezentralisierungs-, Dekonzentrations- oder Umstrukturierungsvorschlag in bezug auf die öffentlichen Dienststellen, Organisation und Einrichtungen, die mit der Durchführung der Politik der Region beauftragt sind, einschliesslich der Organisationen, die ausschliesslich mittels Subventionen arbeiten oder mit der Region einen oder mehrere Verträge zu Lasten des Haushalts der Region geschlossen haben.

Art. 7. Unbeschadet der Vollmachten, die die Exekutive ihren Mitgliedern erteilt, ist sie als einzige dazu befähigt, im Namen der Region ein Gutachten für nationale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden und Organisationen abzugeben sowie einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

Art. 8. Die Minister, Mitglieder der Exekutive, sind ein jeder in seinem Zuständigkeitsbereich dazu befugt, die Gesetze, Dekrete, Regelungen und Rundschreiben anzuwenden und die regionale Politik durchzuführen.

Wenn mehrere Minister, Mitglieder der Exekutive, für dieselben Angelegenheiten zuständig sind, beginnt die Besprechung schon bei der Erarbeitung der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung.

Art. 9. Der durch den Königlichen Erlass vom 30. Juni 1980 abgeänderte Königliche Erlass vom 27. September 1979 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 10. Der vorliegende Erlass gilt ab dem 27. Januar 1982.

Art. 11. Die Minister, Mitglieder der Exekutive, sind ein jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 27. Januar 1982.

Die Minister, Mitglieder der Exekutive der Wallonischen Region,
 (Gezeichnet) A. Damseaux (Gezeichnet) J.M. Dehousse
 (Gezeichnet) Ph. Busquin (Gezeichnet) M. Wathelet
 (Gezeichnet) V. Feaux (Gezeichnet) A. Bertouille

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 82 — 511

27 JANUARI 1982. — Besluit van de Executieve houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 13, 65, 74 en 83;

Gelet op de verkiezing van de leden van de Executieve door de Waalse Gewestraad;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 3 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende de noodzaak de Waalse Gewestexecutieve in staat te stellen zo spoedig mogelijk op doeltreffende wijze te werken;

Overwegende dat die noodzaak het onverwijld van kracht worden van haar werkingsregels insluit;

Gelet op de hoogdringendheid,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de door haar toegestane delegaties, beraadslaagt de Waalse Gewestexecutieve collegiaal.

Het beraad in de Executieve is alleen geldig wanneer de meerderheid van haar leden aanwezig is.

Onder collegialiteit moet verstaan worden het stelsel van beslissingen genomen bij volstreekte meerderheid der Ministers, Leden van de Executieve.

Niettegenstaande enigerlei delegatie, wordt noodzakelijk collegiaal beraadslaagd over :

a) iedere beslissing die van aard is tot een meningsverschil te leiden binnen de Executieve;

b) ieder ontwerp van beslissing dat een Minister, lid van de Executieve met zijn collega's wenst te overleggen of waarover hij wenst dat de Executieve zich uitsprekt, om redenen van gewestelijk beleid;

c) ieder ontwerp waarover een Minister, Lid van de Executieve vóór de beslissing wenst te worden ingelicht om redenen van gewestelijk beleid.

Anderzijds wordt ieder ontwerp van omzendbrief of richtlijn met algemene draagwijdte door de voortbrenger ervan aan de andere Ministers, leden van de Executieve overgemaakt. Dezen hebben het recht een beraadslaging erover te vragen op de vergadering van de Executieve die de ontvangst volgt. Bij gebrek aan een dergelijke oproeping mag de omzendbrief verspreid of bekendgemaakt worden.

Art. 2. § 1. De Executieve werkt uit en coördineert :

— het beleid van het Gewest;

— de regionale aspecten van nationale of communautaire materies.

§ 2. Wanneer het Gewest ofwel wordt betrokken bij het concipiëren of het uitwerken van een gegeven beleid, ofwel vertegenwoordigd is in de lichamen of instellingen die daarmee belast zijn, bepaalt de Executieve de bestanddelen van het beleid van het Gewest, zij wijst haar vertegenwoordigers in bovenbedoelde lichamen of instellingen aan, geeft hun alle nuttige richtlijnen en neemt kennis van hun verslag.

Art. 3. § 1. De Executieve keurt het ontwerp van decreet goed houdende de begroting van het Waalse Gewest.

§ 2. Voor de uitgaven uitgetrokken op de regionale begroting oefent zij de bevoegdheid uit die bij koninklijk besluit van 5 oktober 1961 aan het Comité voor Financiën en Begroting is toegewezen.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort controleert de comptabiliteit van de beslissingen met budgettaire draagwijdte ten overstaan van de beschikbare begrotingsmiddelen.

In geval hij van oordeel is zijn instemming niet te kunnen beuigen, legt hij het dossier voor op de eerstvolgende vergadering van de Executieve.

Iedere door de Executieve genomen beslissing brengt mede het latere akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

§ 4. Elke maand wordt een volledige begrotingsstand wat betreft zowel de vastleggingen als de ordonnanceringen aan elk der Ministers, Leden van de Executieve overgemaakt.

Art. 4. § 1. De Executieve beraadslaagt over ieder ontwerp van decreet of van besluit van de Executieve, alsmede over iedere maatregel van verordende aard.

§ 2. De Executieve behoort evenwel niet te beraadslagen over :

1° ontwerpen van besluit waarbij toelagen beneden 10 miljoen worden toegekend;

2° ontwerpen van besluit waarboven genoemd bedrag toelagen worden toegekend, die met name en met opgave van het bedrag ingeschreven zijn in een van de programma's waarin artikel 5 voorziet, en dit onverminderd de toepassing van artikel 3, § 2, hierboven;

3° het verlenen van voordelen toegekend ter uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende de economische expansie, wanneer het gaat om een investeringsdossier dat minder dan 200 miljoen belooft en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies heeft gegeven.

Evenwel zal een driemaandelijks verslag met de lijst der ondernemingen en het bedrag van de ter uitvoering van de wetgeving betreffende de economische expansie verleende voordelen aan de Ministers, leden van de Executieve overgemaakt worden.

§ 3. Het advies van de Inspectie van Financiën dient te worden gevraagd voor ieder dossier aangaande investeringen boven vijftig miljoen.

Art. 5. Vallen binnen het bestek van programma's die een of meer jaren bestrijken, welke aan de Executieve dienen te worden voorgelegd :

a) de verdeling van het Gemeentefonds en van het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn;

b) de besteding van het Fonds voor Economische Expansie;

c) de vernieuwing van verlaten industrievestigingen;

d) de gemeentelijke en de intercommunale voorzieningen, met inbegrip van de installaties voor waterzuivering en de industriezones;

e) de stadsvernieuwing;

f) de landinrichting;

g) de huisvesting;

h) het grondbeleid.

Die programma's omvatten onder meer de nauwkeurige opgave van het bedrag, de begunstigden en de bestemming van tegevoetkomsten en toelagen.

De Executieve kan programma's uitwerken in iedere andere materie die onder haar bevoegdheid valt.

Art. 6. De Executieve beraadslaagt over ieder voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van overheidsdiensten, lichamen of instellingen die belast zijn met de uitvoering van het gewestelijk beleid, daarin begrepen instellingen die uitsluitend aangewezen zijn op gewestelijke toelagen of die met het Gewest een of meer overeenkomsten ten laste van de regionale begroting hebben gesloten.

Art. 7. Onverminderd de aan haar leden toegestane delegaties is de Executieve als enige gemachtigd om namens het Gewest ten behoeve van nationale, communautaire, Europese of internationale machten of instellingen een advies uit te brengen of tot die instellingen een verslag of een verzoek te richten.

Art. 8. De Ministers, leden van de Executieve hebben delegatie in de aan hun respectievelijk toegekende materies, om de wetten, reglementen en omzendbrieven toe te passen en om het beleid van het Gewest uit te voeren.

Voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van verschillende Ministers, leden van de Executieve behoren, wordt overleg gepleegd van zodra de voorstellen worden opgemaakt met het oog op de gemeenschappelijke uitwerking ervan.

Art. 9. Het koninklijk besluit van 27 september 1979 tot regeling van de werking van de Executieve van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juni 1980, wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 27 januari 1982.

Art. 11. De Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 januari 1982.

De Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve,

(Get.) A. Damseaux

(Get.) J.M. Dehousse

(Get.) Ph. Busquin

(Get.) M. Wathélet

(Get.) V. Feaux

(Get.) A. Bertouille

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 82 — 512

23 FEVRIER 1982. — Arrêté de l'Exécutif d'exécution de l'arrêté royal du 28 septembre 1981 portant création d'un Conseil communautaire consultatif pour les personnes handicapées

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1981 portant création d'un Conseil communautaire consultatif pour les personnes handicapées, notamment les articles 2, 5 et 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu la délibération de l'Exécutif du 23 février 1982;

Sur proposition du Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française chargé des Affaires sociales,

Arrêtons :

Article 1er. Mme le Docteur R. Portray-Kirschen est nommée, pour un terme de quatre ans, président du Conseil communautaire consultatif pour les personnes handicapées.

Art. 2. Sont nommés membres, pour un terme de quatre ans, en qualité de vice-présidents du Conseil précité :

M. le Docteur Léon Pulinx;

M. Richard Bricoult.

Art. 3. Est nommé, pour un terme de quatre ans, en qualité de secrétaire du Conseil précité :

M. Jean Boinet, inspecteur général.

Art. 4. Sont nommés en qualité de membres, pour un terme de quatre ans :

Mme Nicole Anoul;

M. Aldo Carcaci;

M. le docteur Francis Dessaint;

Mme Evelyn Drory-Van den Eynde;

M. Georges Fouarge;